

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TRIMS/W/24

4 octobre 2002

(02-5358)

Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce

Original: anglais

COMMUNICATION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

La Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 octobre 2002.

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DU PARAGRAPHE 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (LA "CHINE")

Questions du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à la Chine concernant l'investissement lié au commerce

1. Questions relatives à la "*Loi de la République populaire de Chine sur les coentreprises à capitaux chinois et étrangers*", la "*Loi de la République populaire de Chine sur les entreprises à capitaux étrangers*" et la "*Loi de la République populaire de Chine sur les coentreprises contractuelles à capitaux chinois et étrangers*".

- a) Selon le paragraphe 203 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, celle-ci était convenue que dès son accession, elle se conformerait entièrement aux dispositions de l'Accord sur les MIC et éliminerait les prescriptions relatives et l'équilibrage des changes, à l'équilibrage des échanges commerciaux, à la teneur en éléments d'origine nationale et aux résultats à l'exportation. En 2002, sur la base de ses engagements, elle a déjà révisé la *Loi de la République populaire de Chine sur les coentreprises à capitaux chinois et étrangers*, la *Loi de la République populaire de Chine sur les entreprises à capitaux étrangers* et la *Loi de la République populaire de Chine sur les coentreprises contractuelles à capitaux chinois et étrangers* (soit en abrégé les *trois Lois sur les capitaux*). Or, les entreprises ont toujours des doutes quant à la mise en œuvre des *trois Lois sur les capitaux*.
- Veuillez expliquer comment le gouvernement central fait en sorte que les gouvernements locaux respectent la nouvelle version des *trois Lois sur les capitaux*.
 - Veuillez indiquer les procédures à suivre par une entreprise qui chercherait à protéger ses droits s'il lui était demandé d'appliquer l'ancienne version des *trois Lois sur les capitaux* et fournir les lois et règlements pertinents.

- b) Si une entreprise a inscrit dans son contrat de société ou ses statuts des dispositions relatives à l'équilibrage des changes, à l'équilibrage des échanges commerciaux, à la teneur en éléments d'origine nationale et aux résultats à l'exportation, ou des restrictions similaires, fondées sur l'ancienne version des *trois Lois sur les capitaux*, veuillez indiquer si, conformément à la nouvelle version des *trois Lois sur les capitaux*, cette entreprise a le droit de modifier son contrat de société ou ses statuts afin de les mettre en conformité avec les nouvelles lois. Quelles sont les procédures d'amendement et les voies de consultation à suivre? Veuillez fournir les règlements et les renseignements pertinents.

2. Questions relatives au "*Catalogue indicatif des branches de production aptes à recevoir l'investissement étranger*" (publié par le MOFTEC le 11 mars 2002).

- a) Selon le paragraphe 203 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, les autorisations d'investissement, les licences d'importation, les contingents et contingents tarifaires seraient attribués indépendamment de l'existence de fournisseurs nationaux chinois concurrents. En outre, dans le *Catalogue indicatif des branches de production aptes à recevoir l'investissement étranger*, révisé en 2002, la production de disques compacts enregistrables (y compris CD-R, CD-RW, DVD-R et DVD-ARM) est inscrite parmi les branches où l'investissement étranger est encouragé alors qu'elle figurait auparavant parmi les branches où cet investissement était limité. Toutefois, la capacité de production des entreprises étrangères est réglementée conformément à un avis intitulé *Renforcement de l'encadrement de la duplication de disques compacts* (Département central de la promotion, avis n° 7, 1996). Nous croyons comprendre que cet avis vise à maintenir la quantité de disques compacts enregistrables produits par la branche chinoise de production de disques compacts. Veuillez expliquer comment cet avis peut être justifié dans le cadre de l'OMC.
- b) En outre, dans le *Catalogue indicatif des branches de production aptes à recevoir l'investissement étranger*, révisé en 2002, la fabrication de téléphones cellulaires est inscrite parmi les branches où l'investissement étranger est encouragé alors qu'elle figurait auparavant parmi les branches où cet investissement était limité. Toutefois, l'autorisation de production de téléphones cellulaires par des entreprises à participation étrangère est réglementée par l'avis n° 5 de 1998 du Conseil d'État, qui impose des restrictions à la production et au pourcentage des ventes nationales. Veuillez expliquer comment l'avis n° 5 de 1998 du Conseil d'État chinois est compatible avec le paragraphe 203 du rapport du Groupe de travail et comment il peut être justifié. Veuillez aussi indiquer en détail les lois et règlements en vigueur concernant la fabrication et les ventes intérieures de téléphones cellulaires par des entreprises à participation étrangère.

3. Questions relatives au "*Règlement de la République populaire de Chine sur l'exploitation des ressources pétrolières à terre en coopération avec des entreprises étrangères*" (Décret n° 317 de 2001 du Conseil d'État) et au "*Règlement de la République populaire de Chine sur l'exploitation des ressources pétrolières en mer en coopération avec des entreprises étrangères*" (Décret n° 318 de 2001 du Conseil d'État).

Selon le paragraphe 203 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, celle-ci a confirmé que l'attribution des autorisations ou droits d'importer et d'investir ne serait pas subordonnée aux prescriptions de résultat établies par les autorités nationales ou infranationales, ni à des conditions secondaires. Toutefois, l'article 18 du *Règlement de la République populaire de Chine sur l'exploitation des ressources*

pétrolières à terre en coopération avec des entreprises étrangères et l'article 14 du *Règlement de la République populaire de Chine sur l'exploitation des ressources pétrolières en mer en coopération avec des entreprises étrangères* indiquent que les coentreprises avec un partenaire étranger doivent tenir leurs partenaires chinois informés de façon précise et régulière du déroulement de leurs opérations pétrolières pendant la durée d'application de leurs contrats. Elles doivent aussi disposer de façon précise et régulière de données numériques, de dossiers, d'échantillons, d'éléments d'information et autres données originales sur chaque aspect de leurs opérations pétrolières et fournir ces données et échantillons, conformément aux règlements, à la société pétrolière chinoise, de même que différents rapports sur les aspects technologiques, économiques et financiers ainsi que sur l'administration. En outre, l'article 19 du *Règlement de la République populaire de Chine sur l'exploitation des ressources pétrolières en mer en coopération avec des entreprises étrangères* dispose que les compagnies chinoises d'exploitation pétrolière en mer ont le droit d'envoyer des membres de leur personnel participer aux travaux de conception généraux et aux études techniques menés par le partenaire étranger afin de mettre en œuvre un contrat dans le secteur pétrolier. Veuillez expliquer comment les mesures décrites ci-dessus peuvent être justifiées compte tenu des engagements pris par la Chine dans le cadre de l'OMC et comment elles sont compatibles avec le rapport du Groupe de travail.
